FRANÇAIS

Africa's Pulse

AVRIL 2022 | VOLUME 25

UNE ANALYSE DES ENJEUX FAÇONNANT L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Résumé analytique

LE FUTUR DE LA PROTECTION SOCIALE EN AFRIQUE

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

RAPPORT DU BUREAU DE L'ÉCONOMISTE EN CHEF DE LA RÉGION AFRIQUE

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit par le Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique sous la direction générale de Hafez Ghanem et de Ousmane Diagana. L'équipe pour ce numéro d'Africa's Pulse était dirigée par Albert G. Zeufack et Cesar Calderon et comprenait Alain Kabundi, Megumi Kubota, et Vijdan Korman.

De précieuses contributions au rapport ont été fournies par Kaleb Girma Abreha, John Baffes, Paolo Belli, Laura Bermeo, Christian Bodewig, Andrew Burns, Rob Chase, Amy Copley, James Cust, Amit Dar, Luis Inaki Alberro Encinas, Aparajita Goyal, Alexander Haider, Yuto Kanematsu, Woubet Kassa, Patrick Alexander Kirby, Felix Lung, Solomon Owusu, Boban Varghese Paul, Dhushyanth Raju, Dena Ringold, Silas Udahemuka et Michele Davide Zini.

Il a également été enrichi des commentaires de Bénédicte Baduel, Carine Clert , Amina Coulibaly, Amit Dar, Clara de Sousa, Jakob Engel, Cornelius Fleischhaker, Ugo Gentilini, Fiseha Haile, Alexandre Henry, Joseph Mawejje , Peace Aimee Niyibizi , Ephrem Niyongabo, Daniel Pajank, Nathalie Picarelli, Diderot Sandjong Tomi, Philip Schuler, Miguel Eduardo Sanchez Martin, Dena Ringold, Christopher Rockmore, Gabriela Schmidt, Marc Stocker Gweh Gaye Tarwo, Xun Yan et Hermann Yohou.

La communication, les relations avec les médias et l'engagement des parties prenantes ont été dirigés par Keziah Muthembwa en collaboration avec les équipes des relations des affaires extérieures comprenant Aby Toure, Stephanie Andrea Crockett, Daniella van Leggelo Padilla, Elena Lucie Queyranne, Pabsy Mariano, Alexandre Hery, Rama George-Alleyne, Johanna Martinsson, Patricia Maria Riehn Berg, Marie Duffour , Samuel Kwadwo Owusu Baafi, Indira Chand, Jacqueline Sibanda et Ruti Ejangue. Rose-Claire Pakabomba, Beatrice Berman et Kenneth Omondi ont apporté leur soutien à la production et à la logistique.

L'édition a été assurée par Sandra Gain. La version électronique et imprimée a été réalisée par Bill Pragluski et la couverture conçue par Rajesh Sharma.

Résumé analytique

- Une série de chocs nouveaux, multiples et covariants freine une reprise de la croissance de l'économie mondiale. Les économies ayant commencé à lever les restrictions liées au coronavirus, les suppressions de la demande refoulée et les réponses limitées de l'offre ont entraîné une hausse généralisée des prix des produits de base. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie a alimenté l'inflation globale, signalant ainsi la probabilité croissante que les économies avancées mettent fin aux mesures de relance massives déployées au début de la pandémie de COVID-19. L'invasion de l'Ukraine par la Russie vient s'ajouter aux obstacles auxquels est déjà confrontée la reprise mondiale : elle perturbe davantage les chaînes d'approvisionnement et augmente les prix internationaux des produits de base, en particulier les denrées alimentaires de base, les engrais, le pétrole et le gaz. Ces contraintes pèsent sur l'activité économique et entraînent des pressions inflationnistes supplémentaires, posant ainsi des défis pour la mise en œuvre des politiques monétaires des banques centrales du monde entier.

La reprise en Afrique subsaharienne au lendemain de la pandémie s'est ralentie dans un contexte de forte volatilité et d'incertitude

- La croissance économique dans la région est estimée à 4 % en 2021, soit 0,7 point de pourcentage de plus que les prévisions de l'*Africa's Pulse* d'octobre 2021, et une augmentation par rapport à une contraction de l'activité économique de 2 % en 2020.Cette révision à la hausse en 2021 est due à de meilleures performances de croissance que prévu du Nigéria (+1,2 point de pourcentage) et de l'Afrique du Sud (+0,3 point de pourcentage). La reprise en 2021 est soutenue par la reprise du commerce mondial, le niveau élevé des prix des produits de base et la levée des restrictions liées au coronavirus qui avaient été imposées pour contenir la propagation des différentes vagues de la pandémie. La consommation des ménages et, dans une moindre mesure, les investissements bruts en capital fixe ont contribué à la reprise du côté des dépenses, tandis que les exportations nettes ont freiné la reprise. Cette dernière a également été soutenue par le secteur des services, tandis que les conditions météorologiques ont favorisé la production agricole.

- Les séquelles induites par la pandémie de COVID-19, combinées aux problèmes liés au climat, présentent des risques à long terme pour les perspectives des économies d'Afrique subsaharienne, compromettent la réalisation du double objectif d'éradication de la pauvreté et de prospérité partagée dans la région. Alors que la production potentielle des économies avancées devrait revenir à sa tendance prépandémique en 2022, elle sera en baisse de 4,2 % en Afrique subsaharienne. Il faudra des années pour que les économies se remettent des effets de la pandémie sur le capital humain, et, dans de nombreux pays, des pertes d'années de scolarité. Les niveaux d'endettement élevés, la marge budgétaire et monétaire limitée et les divers chocs provenant de l'économie mondiale constituent des obstacles pour les pays d'Afrique subsaharienne dans la réalisation de ce double objectif.

- Afrique subsaharienne, l'économie peine à reprendre son élan dans un contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale, de contraintes persistantes en matière d'approvisionnement, d'épidémies de nouvelles variantes de coronavirus, d'inflation élevée et de risques financiers croissants en raison de niveaux d'endettement élevés et de plus en plus vulnérables. La croissance économique de la région devrait décélérer en 2022 dans un environnement mondial marqué par des chocs multiples (et nouveaux), une forte volatilité et l'incertitude. L'économie devrait connaître une croissance de 3,6 % en 2022, plus faible que les 4 % enregistrés en 2021, mais enregistrant 0,1 point de pourcentage de plus que les prévisions de l'Africa's Pulse d'octobre 2021.

- Dès le second semestre 2021, l'Afrique subsaharienne a été confrontée à de multiples défis, tels que l'émergence de nouvelles variantes de la pandémie (Delta et Omicron), l'inflation mondiale, les ruptures d'approvisionnement et les chocs climatiques. L'invasion de l'Ukraine s'est ajoutée aux obstacles qui freinaient la reprise dans la région. Les prix mondiaux des matières premières poursuivent leur hausse générale, mais à un rythme plus rapide depuis le début des hostilités entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. La plupart des matières premières étant produites (et importées) dans la région, une hausse généralisée de leurs prix entraînerait des effets compensatoires qui pourraient atténuer l'impact sur les termes de l'échange de certaines économies africaines. Enfin, les mesures de confinement imposées à Shanghai ainsi que dans les principaux centres manufacturiers et les provinces agricoles de Chine pourraient aggraver les perturbations de la chaîne d›approvisionnement, provoquer des pénuries alimentaires, augmenter le prix des produits agricoles et restreindre le commerce manufacturier mondial.

- La guerre en Ukraine est susceptible d'avoir un impact sur les économies de l'Afrique subsaharienne à travers une série de mécanismes directs et indirects, notamment les liens commerciaux directs, les prix des matières premières, l'augmentation de l'inflation des denrées alimentaires, du carburant et de l'inflation générale, le resserrement des conditions financières mondiales et la réduction des flux de financement étrangers dans la région. En tenant compte des sources de croissance dans la région et de la nature des liens économiques avec la Russie et l'Ukraine, la guerre en Ukraine pourrait avoir un impact marginal sur la croissance économique et sur le niveau de pauvreté. Cette guerre affecte surtout les pauvres en milieu urbain ainsi que les personnes vulnérables vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté. Cependant, son impact le plus important pourrait être une probabilité plus élevée de troubles civils qui résulteraient d'une inflation des prix alimentaires et énergétiques dans le contexte d'une instabilité politique accrue. Les liens commerciaux globaux de la région avec la Russie et l'Ukraine sont, en moyenne, faibles, à quelques exceptions près (République du Congo, Gambie, Togo et Soudan). Cependant, les perturbations du commerce mondial affectent non seulement les prix du pétrole et du gaz, mais aussi ceux des denrées alimentaires de base (notamment les céréales et les huiles comestibles) et des engrais. La flambée des prix du blé affecte les importateurs de la région, en particulier ceux qui dépendent des importations en provenance de Russie et d'Ukraine (par exemple, la République démocratique du Congo, la République du Congo, l'Ouganda, l'Éthiopie et la Mauritanie). Les prix élevés des carburants et des denrées alimentaires se traduiront par une hausse de l'inflation dans tous les pays africains, ce qui affectera les pauvres, en particulier les pauvres des zones urbaines. Le conflit exacerbe les pressions inflationnistes préexistantes, ce qui pourrait amener les banques centrales des pays avancés à relever leurs taux directeurs plus tôt et à un rythme plus soutenu que prévu au prix d'un retrait du soutien à une reprise économique encore lente.

- Après deux ans de crise pandémique, l'Afrique subsaharienne semble avoir évité le scénario sanitaire catastrophique prédit par les experts. En mars 2022, la région avait enregistré près de 8 millions de cas de COVID-19 et plus de 169 000 milliers de décès, bien moins que les infections et décès enregistrés dans le monde entier, et ce malgré le faible déploiement de la vaccination dans la région. Tandis que la variante Omicron, plus contagieuse, mais moins mortelle, se répandait dans la région depuis décembre 2021, les autorités ont largement évité de renforcer les restrictions. Cette politique a conduit à un accroissement de la mobilité des communautés et à une expansion continue de l'industrie manufacturière et des services, comme en témoigne l'indice des directeurs

d'achat, en dépit de la vague Omicron. Néanmoins, la menace de nouvelles variantes devrait inciter les pays africains à relever leurs taux de vaccination. Avec l'amélioration de l'accès aux vaccins, il est essentiel de renforcer la logistique associée à l'injection des doses de vaccins et de surmonter les appréhensions de la population à l'égard des vaccins.

- L'Afrique subsaharienne devrait connaître une croissance de l'activité économique de 3,9 % et de 4,2 % en 2023 et 2024, respectivement. La demande mondiale devrait rebondir en 2023, car la plupart des chocs qui pèsent sur l'économie mondiale devraient se dissiper. Une croissance mondiale plus forte, des prix des matières premières toujours favorables, l'assouplissement des mesures d'austérité et une politique monétaire plus accommodante dans un contexte de baisse de l'inflation sont autant de facteurs qui devraient contribuer à une croissance plus élevée à l'horizon des prévisions. En outre, la levée de la plupart des restrictions liées au coronavirus dans de nombreux pays, notamment en Chine, pourrait contribuer à atténuer les perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement. Par conséquent, la croissance sera soutenue par une hausse de la consommation et des investissements, ainsi que par une croissance plus rapide dans les secteurs de l'industrie et des services.

- La reprise de l'Afrique subsaharienne se fait à plusieurs vitesses, avec de grandes variations entre les pays. La reprise des trois plus grandes économies de la région - le Nigéria, l›Afrique du Sud et l›Angola - restera lente. Le niveau élevé des cours du pétrole soutiendra la croissance au Nigéria et en Angola. La reprise en Afrique du Sud bénéficie des cours élevés des matières premières, mais est freinée par le resserrement de la politique monétaire et des problèmes structurels, notamment les pénuries d'électricité, l'inefficacité des transports et de la logistique, ainsi que les rigidités des marchés du travail et des produits. Si l'on exclut l'Angola, le Nigéria et l'Afrique du Sud, la croissance devrait s'établir à 4,1 % en 2022, soit un taux supérieur à celui de la région dans son ensemble. Les pays non riches en ressources naturelles devraient être affectés par la hausse des prix des matières premières, entraînant un ralentissement de la croissance dans la région. Le contraire se produirait avec les pays riches en ressources dont la croissance serait fonction de termes de l'échange favorables. La guerre en Ukraine améliorerait encore les résultats économiques des pays riches en ressources (en particulier leur secteur extractif) et ralentirait l'activité économique des pays non riches en ressources, dont la facture des importations s'envolerait.

- En raison des chocs de l'offre antérieurs à la guerre en Ukraine, de nouveaux signes de stagflation mettent à mal l'élaboration des politiques monétaires. Les banques centrales d'Afrique subsaharienne sont confrontées au dilemme suivant : soutenir la faiblesse de l'économie (au prix d'une inflation plus élevée) ou lutter contre l'inflation (au prix du déclenchement d'une baisse de l'activité économique). Les autorités monétaires de la région ont choisi la seconde option. En réponse à la normalisation de la politique monétaire dans les pays avancés, notamment aux États-Unis, le nombre de banques centrales qui relèvent leurs taux directeurs est en hausse. Toutefois, un resserrement monétaire en Afrique pourrait s'avérer inefficace pour juguler une inflation alimentée par des chocs au niveau de l'offre (prix des produits de base et chocs climatiques) plutôt que par des chocs au niveau de la demande, ainsi que par la faiblesse de la transmission monétaire dans des pays dont les marchés financiers sont sous-développés et les secteurs informels importants.

- Les pays d'Afrique subsaharienne préparent et mettent en œuvre des mesures visant à juguler l'impact des prix alimentaires et énergétiques sur les segments pauvres et vulnérables de leur population. Ces mesures comprennent des réglementations des prix, une réduction temporaire, voire une exonération des taxes sur la valeur ajoutée, ainsi que des prélèvements ou des droits d'importation sur les denrées alimentaires de base et les articles ménagers courants auxquels pourraient s'ajouter entre autres des régimes de subventions. Les politiques commerciales pourraient également avoir un rôle clé en assurant la levée de toutes les contraintes pouvant freiner les flux alimentaires transfrontaliers dans la région. Il est en effet essentiel d'éviter les erreurs du passé telles que des interdictions d'exporter ou autres types de restrictions, de façon à prévenir d'éventuelles pénuries, voire une hausse des prix. Le financement de ces mesures dans le contexte d'un espace budgétaire limité va requérir l'aide de la communauté internationale sous la forme de nouveaux prêts à des conditions concessionnelles. Finalement, les pauvres urbains ainsi que les populations urbaines risquant de basculer en dessous du seuil de pauvreté pourraient bénéficier d'une aide ciblée sous la forme de régime d'assistance sociale et d'assurance pour leur permettre d'affronter ces chocs.

- Le resserrement des conditions financières mondiales, dû à la hausse des taux directeurs dans les économies avancées, conjugué à la guerre en Ukraine, fait grimper les écarts de taux souverains dans plusieurs pays, ce qui suscite des craintes quant à la viabilité de la dette, le Ghana en tête. Le risque pourrait encore augmenter si les pressions inflationnistes mondiales continuent de se renforcer dans le contexte des multiples chocs auxquels l'économie mondiale est confrontée, et si la Réserve fédérale américaine relève ses taux directeurs de manière plus agressive que prévu. Les écarts de taux souverains pourraient alors augmenter encore davantage, en particulier dans les pays qui connaissent ou risquent de connaître un surendettement, ainsi que dans les pays fortement exposés aux risques de change ou de taux d'intérêt. En 2021, aucun pays de la région ne présente un faible risque de surendettement, et la part des pays présentant un risque élevé de surendettement est passée de 52,6 % en 2020 à 60,5 % en 2021. Pour faire face aux risques croissants de viabilité de la dette, certains pays de la région ont mis en œuvre des mesures d'austérité ; toutefois, ces actions ont été insuffisantes pour réduire les niveaux d'endettement.

- Les mécanismes existants d'allègement et de règlement de la dette n'ont pas suffi à faire baisser le niveau d'endettement ou à réduire la vulnérabilité des pays pouvant bénéficier de ces initiatives. Des améliorations sont plus que nécessaires pour éviter une grande vague de crise de la dette parmi les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique subsaharienne. Certains changements ont été proposés par les institutions financières internationales, telles que l'élaboration de lignes directrices claires et d'un calendrier pour le processus de traitement, la suspension des paiements du service de la dette aux créanciers officiels pour tous les demandeurs pendant les négociations, une évaluation des paramètres et des processus de traitement comparable, ainsi que des règles claires de mise en œuvre, et l'élargissement des critères d'éligibilité du Cadre commun pour inclure les pays à revenu moyen inférieur cherchant à bénéficier du traitement de la dette.

L'accélération du processus de transformation structurelle en Afrique subsaharienne réduira le risque de stagflation

- La menace imminente de stagnation dans le monde entier, dans un contexte de chocs multiples, nouveaux et covariables, souligne la nécessité pour les décideurs africains de mettre en œuvre des politiques qui accélèrent la transformation structurelle par une croissance qui favorise la productivité

et crée des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Cette transformation économique inclusive nécessite la mise en œuvre de politiques visant à créer des avantages concurrentiels dans tous les secteurs de l'économie, à renforcer la capacité d'apprentissage des entreprises privées et publiques, à encourager la concurrence et la contestabilité du marché et à remédier aux inefficacités de l'économie. Une combinaison de mesures réalisables est nécessaire pour améliorer la résilience de l'économie en renforçant la productivité et la création d'emplois, en améliorant la solidité des systèmes de protection sociale pour lutter contre l'extrême pauvreté et renforcer la résistance aux chocs, ainsi qu'en aidant les populations à investir dans des actifs productifs.

- Le renforcement de la résilience de l'agriculture stimulera la productivité des agriculteurs africains, notamment celle des cultures vivrières, et réduira les risques d'insécurité alimentaire. Les politiques africaines doivent s'efforcer de respecter le principe de précaution en évitant les erreurs du passé, telles que les interdictions ou autres restrictions sur les denrées alimentaires de base, et garantir la circulation régulière des denrées alimentaires à travers les frontières. Il est essentiel de maintenir le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire sans rupture de transport et de logistique. Des solutions numériques peuvent être mises en œuvre pour connecter les agriculteurs aux marchés existants et nouveaux et développer les plateformes de commerce électronique. Pour renforcer la résilience des marchés alimentaires, il faut également mettre en œuvre des procédures rentables pour se préparer aux chocs futurs, apporter un soutien financier aux agro-industries pour reconstruire les chaînes d'approvisionnement, et renforcer les droits de propriété intellectuelle pour permettre les transferts technologiques modernes et l'innovation afin de stimuler la croissance de la productivité, entre autres. Les politiques qui favorisent la compétitivité des marchés alimentaires et la participation aux chaînes de valeur agricoles contribueront à renforcer la résilience.

- Des gains de productivité dans le secteur agricole pourraient libérer une main-d'œuvre à la recherche d'un emploi non agricole, tandis que l'industrialisation pourrait permettre de créer des emplois. Il est donc essentiel que les politiques favorisent la croissance de la productivité au sein des entreprises, remédient aux distorsions du marché, renforcent la participation des entreprises aux chaînes de valeur régionales et mondiales, attirent les investissements directs étrangers et comblent les lacunes en matière d'infrastructures. Elles devront également favoriser la compétitivité des entreprises manufacturières africaines et, partant, réduire les coûts unitaires excessifs de la main-d'œuvre, afin d'attirer et de conserver les emplois liés à la chaîne de valeur. Dans ce contexte, la création d'emplois - en particulier dans le secteur formel - reste en tête des priorités politiques, car elle est la meilleure forme de protection sociale pour la population, notamment ses segments vulnérables.

Les réformes de la protection sociale doivent renforcer la résilience économique et la capacité de riposte aux chocs

- En Afrique, les filets sociaux jouent un rôle de plus en plus crucial pour assurer la résilience économique des ménages pauvres et vulnérables en cas de chocs. Un nombre croissant de gouvernements africains mettent en place des filets sociaux qui fournissent des transferts en espèces couplés à des mesures d'inclusion productive telles que des formations en micro-entrepreneuriat, l'apport d'un capital forfaitaire et la facilitation de l'épargne. Les preuves de l'efficacité de ces programmes s'accumulent rapidement, démontrant l'amélioration de la capacité des ménages à résister aux chocs en protégeant leur consommation, en diversifiant leurs moyens de subsistance par un travail non agricole et en renforçant leurs mécanismes d'adaptation.

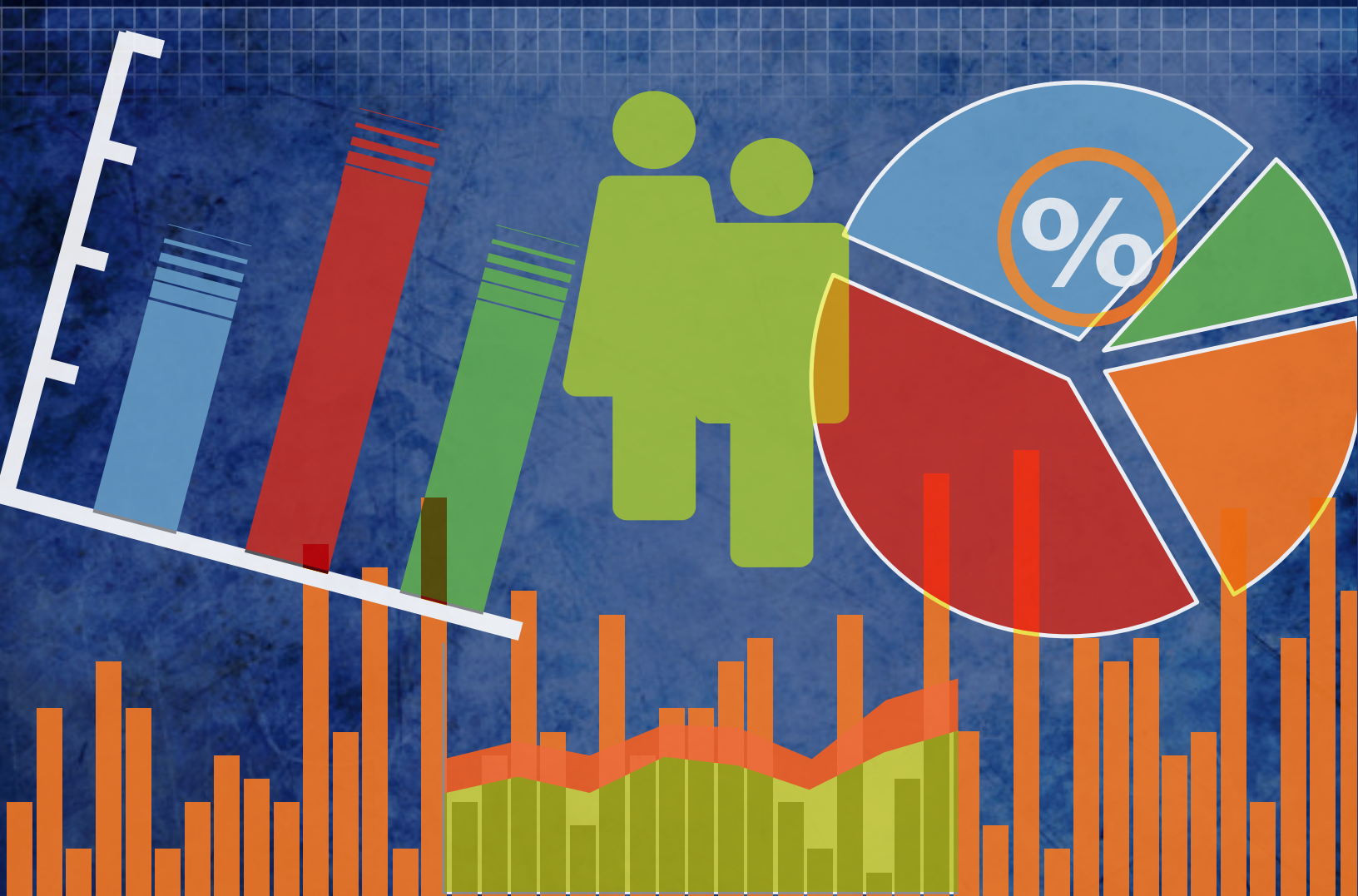
- Au-delà des filets sociaux, les programmes d'assurance sociale et du marché du travail contribuent également à la résilience économique en protégeant les travailleurs informels. Dans le cadre de la diversification des objectifs politiques, les gouvernements ont commencé à élargir leur champ d'action pour aller au-delà des pauvres des zones rurales en développant des interventions pour les travailleurs informels urbains. Il s'agit notamment de programmes innovants d'assurance sociale et d'épargne qui permettent entre autres des cotisations flexibles et des incitations fiscales correspondant aux cotisations. De nombreux pays ont introduit des programmes relatifs au marché du travail, notamment des subventions salariales temporaires versées aux employeurs, pour leur permettre d'améliorer la résilience de leurs entreprises et d'être mieux à même de faire face au ralentissement économique déclenché par la crise.

- Grâce à leur caractère « adaptatif », c'est-à-dire leur capacité à renforcer les services destinés aux ménages touchés en réponse aux chocs, les filets sociaux apparaissent également comme une modalité de réponse rapide et efficace. Au début de la pandémie de COVID-19, la plupart des pays africains ont utilisé leurs programmes de filets sociaux pour fournir un soutien d'urgence aux ménages et aux travailleurs, afin d'atténuer le choc économique et social de la pandémie. Dans de nombreux pays, ces interventions de réponse aux chocs peuvent également être utilisées pour atténuer les impacts d'autres types de chocs, y compris ceux liés au climat, comme les sécheresses et les inondations. Une telle approche peut permettre aux pays de réagir plus rapidement et de manière plus économique que les autres mécanismes traditionnels.

- Cependant, d'autres investissements sont nécessaires. Pour que les plateformes de protection sociale soient réellement efficaces en ce qui concerne le renforcement de la résilience et l'amélioration de la capacité de réaction aux chocs, elles nécessitent des changements de politique et une innovation majeure grâce à des systèmes de prestation dynamiques et à un financement sensible aux chocs. Dans de nombreux pays africains, les structures de filets sociaux sont encore émergentes. Pour les amener à leur plein potentiel, il faudra élargir les objectifs politiques, en dépassant l'accent traditionnellement mis par les programmes de protection sociale sur la pauvreté chronique pour lutter contre la vulnérabilité aux chocs et pour favoriser l'inclusion productive. Ce processus d'adaptation va requérir une amélioration des systèmes de prestation et financiers des filets sociaux. Une mise rapide à grande échelle en période de choc nécessite des systèmes de prestation dynamiques, notamment des systèmes d'identification de base, des registres sociaux et des systèmes de paiement numériques. Elle nécessite également des financements efficaces assurant la disposition en temps opportun du montant requis, ce que pourra réaliser une combinaison appropriée d'instruments de financement des risques de catastrophe, tels que des fonds dédiés ou des assurances.

- Les données seront essentielles. On ne saurait trop insister sur l'importance pour les pays africains d'améliorer graduellement leur collecte de données précises et complètes couvrant l'ensemble de la population. Celles-ci devront comprendre des informations sur les conditions de bien-être et les risques/vulnérabilités des ménages, ainsi que sur les canaux de propagation des chocs. Ces informations devront être tenues à jour pour permettre des réponses appropriées. Les données provenant de différentes sources devront être intégrées, notamment en renforçant l'utilisation de formes non traditionnelles de données, telles que la télédétection, les téléphones portables et les réseaux sociaux.

- Le contexte actuel est l'occasion pour les gouvernements africains de mettre en place un programme plus audacieux de systèmes de protection sociale renforçant la résilience économique et la réponse aux chocs. La COVID-19 a démontré à l'échelle du continent le besoin crucial de préparation aux chocs. Elle a également mis en relief le vaste potentiel dont disposent les systèmes de protection sociale pour utiliser la technologie afin de fournir à grande échelle une aide d'urgence rapide aux ménages et aux travailleurs touchés. Face au risque croissant d'exposition aux chocs, les gouvernements africains doivent donc envisager d'aller plus loin dans cette voie et tirer pleinement parti du potentiel offert par la protection sociale adaptative.
- Les programmes de protection sociale doivent continuer à renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables en les aidant à investir dans les actifs productifs et le capital humain. Le choix de la bonne combinaison d'instruments de protection sociale (des transferts d'argent aux travaux publics en passant par les mesures d'inclusion économique productive) sera primordial. Ces outils peuvent protéger et améliorer l'éducation, la nutrition et la santé des ménages, tout en permettant aux communautés de mieux utiliser leurs ressources naturelles et en encourageant les investissements dans les actifs productifs pour créer des activités génératrices de revenus.
- Enfin, la capacité de profiter pleinement des périodes de conjoncture favorable permettra de préparer une riposte efficace en temps de choc. Malheureusement, le financement de la protection sociale reste insuffisant et dépend fortement des bailleurs de fonds dans une grande partie du continent africain. Pour remédier à cette dépendance, il faut des budgets prévisibles et adéquats qui seront les fruits de politiques fiscales anticycliques ou des réserves mises en place lorsque la conjoncture le permet. C'est à ce prix que les pays pourront mettre en place des programmes de protection sociale capables de répondre rapidement aux chocs et d'aider leurs citoyens à surmonter les crises.

RAPPORT DU BUREAU DE L'ÉCONOMISTE
EN CHEF DE LA RÉGION AFRIQUE

http://www.banquemondiale.org/africaspulse